

Une filiale de TotalEnergies a été perquisitionnée à Genève dans le cadre d'une enquête ouverte en France pour des soupçons de corruption en lien avec le pétrole gambien

# TOTSA SOUS ENQUÊTE

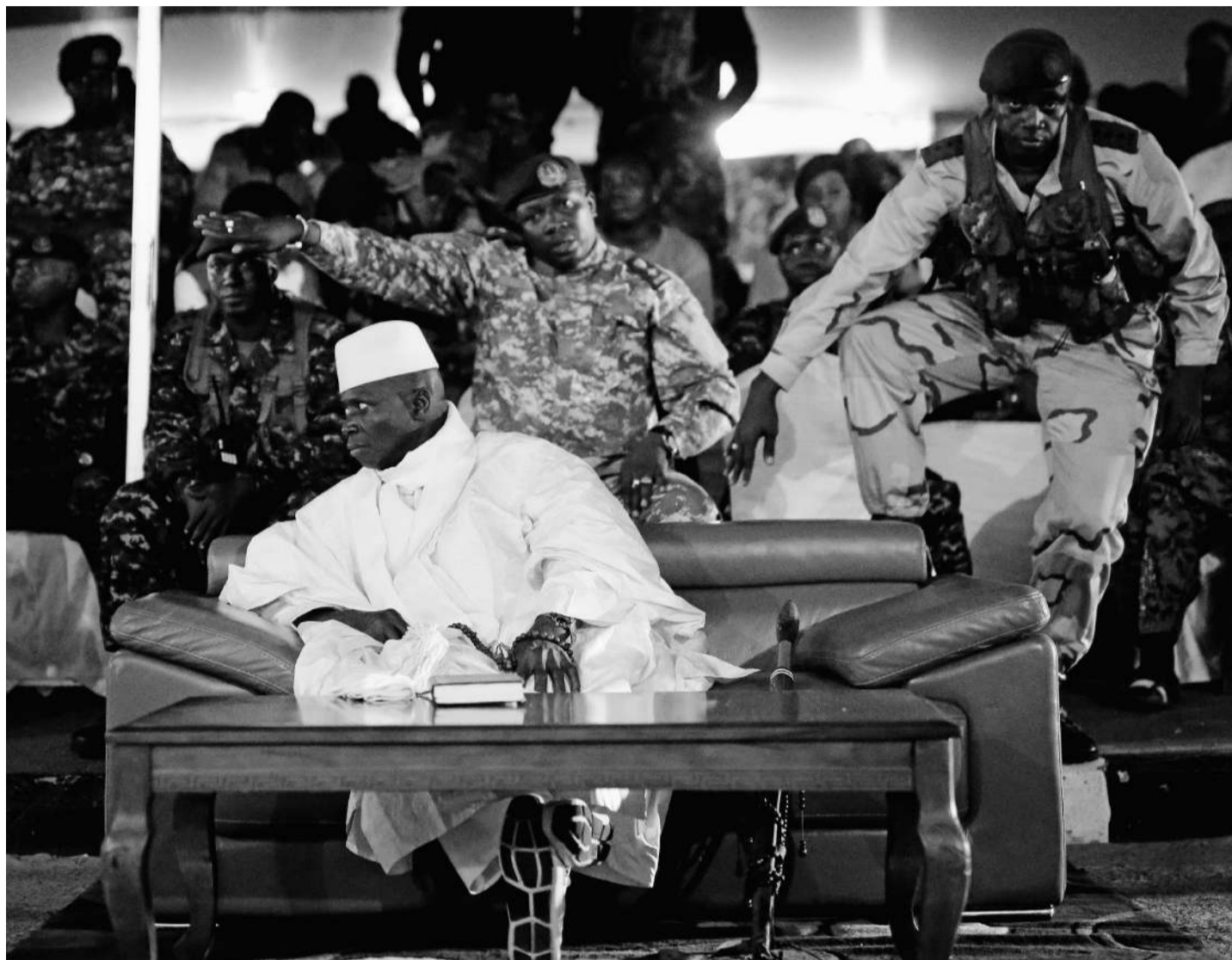
BATHSHEBA HURUY

**Négoce** ► La filiale de négoce de TotalEnergies, Totsa TotalEnergies Trading SA (Totsa), est dans le viseur du Parquet national financier français pour soupçon de corruption d'agent public étranger, révèle Public Eye dans une enquête publiée le 1<sup>er</sup> avril. En cause: ses relations commerciales avec l'homme d'affaires belgo-libanais Mohammad Bazzi, ancien acteur clé du marché pétrolier gambien.

Les bureaux genevois de Totsa ont été perquisitionnés en 2024, dans le cadre d'une enquête préliminaire lancée à l'automne 2021, à la suite d'une plainte contre X déposée par l'organisation anticorruption Transparency International France. «Notre enquête jette la lumière sur un volet financier des crimes perpétrés en Gambie pendant l'ère du président Yahya Jammeh et rappelle que son règne n'a pas seulement été sanguinaire, mais qu'il a aussi contribué à piller le pays à hauteur de 1 milliard de dollars en vingt-deux ans selon les estimations», explique Agathe Duparc, coautrice de l'enquête.

## Une «position de faveur»

Pour comprendre les soupçons qui entourent Totsa et Mohammad Bazzi – qui à ce stade ne sont pas prévenus dans l'enquête préliminaire –, il faut revenir au fonctionnement du marché pétrolier gambien dans les années 2000. Dans une Gambie entièrement dépendante des importations de fioul, le milliardaire belgo-libanais s'impose progressivement comme l'intermédiaire exclusif du marché pétrolier du pays, en obtenant, sans appel d'offres, un premier monopole sur l'importation en fioul lourd. Via sa société Global Trading Group, l'homme d'affaires devient alors l'unique fournisseur de la National Water and Electricity Company (NAWEC), l'entreprise étatique gambienne chargée de l'eau et de l'électricité. Deux ans plus tard, une



L'ancien président Yahya Jammeh, ici lors d'un événement électoral à Banjul le 29 novembre 2016, deux mois avant sa chute. KEYSTONE

autre de ses entreprises, Euro African Group Limited (EAGL), reprend ce contrat et élargit progressivement cette position jusqu'à devenir l'importateur exclusif de l'ensemble des produits pétroliers en Gambie. «Si Mohammad Bazzi a obtenu ce marché, c'est très probablement en raison de ses liens privilégiés avec le président Yahya Jammeh», insiste l'enquêtrice chez Public Eye.

Ces liens ont aussi été démontrés par la commission d'enquête gambienne mise en place après la chute de Jammeh en 2017 et dont la mission était de faire la lumière sur les pratiques du président déchu et de ses proches, notamment

en matière d'abus de pouvoir et de soupçons de corruption. La commission a ainsi conclu que le mandat d'exclusivité accordé aux sociétés de Mohammad Bazzi constituait une «position de faveur», maintenue «grâce à des pots-de-vin et d'autres pratiques de corruption». Elle relève également qu'il est «plus probable qu'improbable» que les prix du carburant aient été artificiellement gonflés durant cette période – l'enquête de Public Eye relevant que la société EAGL réalisait une marge de 17% par rapport au cours du pétrole de l'époque. La commission a en outre mis en évidence des versements effectués par EAGL en faveur du président

Yahya Jammeh, pour un montant de près de 10 millions de dollars, qu'elle rattache à ce système de faveurs.

## Une opacité organisée

C'est dans ce cadre que s'inscrit la relation entre Mohammad Bazzi et le groupe TotalEnergies. Mohammad Bazzi s'approvisionne alors exclusivement auprès de TotalEnergies, à l'époque Total, et de sa filiale genevoise de négoce Totsa: «Il faut comprendre que les sociétés de Bazzi n'étaient pas suffisamment solides pour s'approvisionner sur le marché international. C'est comme ça que Totsa devient le fournisseur exclusif en produits pétroliers d'EAGL,

bénéficiant ainsi du monopole de Bazzi sur le marché pétrolier gambien», explique Agathe Duparc. Elle poursuit: «Total aurait pu directement livrer son fioul à la NAWEC. En ajoutant un échelon supplémentaire à travers Bazzi et sa société EGAL, toute l'opération a été rendue plus opaque.»

Et si les affaires entre TotalEnergies et sa filiale genevoise s'embarquent à la fin du règne de Yahya Jammeh, elles auront bénéficié d'une position dominante sur le marché pétrolier gambien de 2004 à 2014. Une position qui aurait dû amener le groupe français à redoubler de vigilance sur les risques de corruption, selon Agathe Duparc.

«Dans un pays où la corruption est importante – la Gambie était classée 90<sup>e</sup> sur 145 pays en 2004 sur la perception de la corruption, au début des relations d'affaires, et 126<sup>e</sup> sur 175 en 2014, Totsa aurait dû passer au crible les liens entre Bazzi et la présidence gambienne pour minimiser le risque de corruption.»



«Totsa aurait dû passer au crible les liens entre Bazzi et la présidence gambienne pour minimiser le risque de corruption»

Agathe Duparc

L'enquête du Parquet national financier en est encore au stade préliminaire. Selon Public Eye, des demandes d'entraide judiciaire ont été adressées à la Suisse, où le Ministère public de la Confédération exécute actuellement ces requêtes, sans avoir ouvert de procédure pénale sur le territoire helvétique. I

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du Courrier. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

## Agenda de la solidarité

### «POUVOIR ET RÉSISTANCE»

PROJECTION ET DÉBAT  
15 AU 30 AVRIL

En avril, la coalition pour des multinationales responsables projettera le documentaire *Pouvoir et résistances: quand les multinationales suisses détruisent des vies* dans plusieurs villes de Suisse. Le film présente la province andine d'Espinara et la forêt tropicale de l'île de Bornéo, en Asie du Sud-Est. Deux régions éloignées, mais unies par la lutte de leurs communautés autochtones contre une gigantesque mine contrôlée depuis la Suisse. Des projections auront lieu à Genève, Montreux, Veyrier, Bienne et Neuchâtel, entre autres.

L'ensemble des lieux et dates sont consultables ici: <https://responsabilite-multinationales.ch/pouvoir-et-resistances/>

### STOP PILLAGE

SOMMET CONTRE L'EXTRACTIVISME ET L'IMPÉRIALISME  
17 AU 20 AVRIL

La coalition Stop Pillage organisera un nouveau contrepoint au Financial Times Commodities Global Summit qui se tient chaque année à Lausanne. Au menu, des ateliers consacrés aux luttes contre l'impérialisme, les multinationales et le techno-fascisme, avec des militant-es et expert-es internationaux-ales et suisses.

Du vendredi 17 au dimanche 19, à Pôle Sud, Lausanne. Une manifestation clôturera le programme, lundi 20 avril à 18h. Programme complet: <https://stop-pillage.ch>

### EN LUTTE POUR LE VIVANT

PROJECTION-DEBAT  
23 AVRIL

Dans le cadre du Festival du film vert, le Centre écologique Albert Schweitzer (CEAS) a décerné le Prix Albert Schweitzer 2026 au documentaire *Le Vivant qui se défend* de Vincent Verzat, qui aborde les combats pour la préservation de l'habitat sauvage en France. Une projection du film primé aura lieu le 23 avril dans la salle de conférence de la FGC, suivie d'une discussion animée par l'association de soutien au CEAS-Genève.

Jeudi 23 avril, 18h30 à 21h30, salle de conférence de la FGC (22A, rue Rothschild, Genève)

### ÉDUCATION RURALE AU PÉROU

TABLE RONDE  
24 AVRIL

Les ONG genevoises Ecohumanita, emp'ACT, Kallpa et MCD mènent des projets éducatifs en zone rurale. Au cours d'une présentation-discussion, elles présenteront les impacts de leurs projets et de leurs partenaires locaux, notamment avec un zoom sur le projet Prodea de Kallpa, mais aussi les risques liés aux contextes politiques. Un apéritif dînatoire avec musique péruvienne sera organisé à la fin de la rencontre.

Vendredi 24 avril, 18h à 22h, Maison internationale des associations (rue des Savoises 15, Genève)

### PREVENIR LES ABUS

FORMATION PARTICIPATIVE  
7 MAI

La Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco) lance un cycle d'ateliers de réflexion autour de différents enjeux liés aux partenariats pour la mise en œuvre de projets. Pour lancer ce cycle, elle propose une session de discussion et de réflexion autour de la prévention des abus sexuels. Médecins du monde Suisse et l'association Chrysalid présenteront leurs démarches, sous l'angle de la mise en œuvre avec les partenaires. L'atelier est ouvert, mais la priorité sera donnée aux associations membres des fédérations cantonales.

Le jeudi 7 mai, de 12h à 14h, dans les locaux de la Fedevaco (avenue Dickens 6 à Lausanne). Informations et inscriptions: [www.fedevaco.ch/partenariats](http://www.fedevaco.ch/partenariats)